

Site Internet ouvert par **Laurent Lagriffoul**:

<http://apsicbr.free.fr>

adresse mail : apsicbr@hotmail.fr

Mme Angelita Bettini, Présidente

M. Remi Demonsant, Secrétaire

A la suite de nos deux bulletins précédents, nous élaborons un bulletin spécial, en raison de l'importance de cette conférence dans la vie de notre Association, dont elle peut constituer un tournant pour son objectif de réaliser un « **Historial** » d'importance régionale, sur l'emplacement du Camp de Femmes de Brens. Notre espoir est de créer un événement culturel à Albi, comme vous pourrez le découvrir au travers de ces 6 pages qui traduisent un travail de longue maturation de notre Association.

CONFERENCE-DEBAT

de l'historien **Pierre LABORIE**

CENTRE UNIVERSITAIRE J-F. CHAMPOLLION à ALBI, mardi 9 avril à 20 h 30

« **La Résistance défigurée ?** »

En partenariat avec l'Association Jaurès Espace Tarn

La conférence-débat porte sur la question controversée et toujours brûlante, soixante-dix ans après, des comportements sous l'Occupation. L'historien Pierre LABORIE met vivement en cause dans le dernier ouvrage qu'il a produit en 2011 aux Editions Bayard – « *LE CHAGRIN ET LE VENIN. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues* » – la vision noircie qu'une majorité de Français ont de leurs prédécesseurs, vus comme attentistes et donc lâches dans leur grande majorité. A la décharge des historiens, il faut convenir qu'ils n'ont pas le monopole de l'écriture du passé, que les milieux politiques n'ont cessé de l'instrumentaliser, relayés par des médias qui ont, en particulier avec la télévision, un impact considérable (fictions historiques au visage de documentaire).

« *Notre rapport au passé est désormais affaire de mémoire plus que d'histoire* » écrit François HARTOG dans sa production en 2013 aux Editions Flammarion – « *CROIRE EN L'HISTOIRE* ».

Les recherches de Pierre LABORIE constituent un jalon dans la réappropriation du passé afin de mieux affronter un devenir très problématique. Il est primordial que l'histoire retrouve « son rôle de trait d'union entre le passé, le présent et le futur » (F. HARTOG)

DES HISTORIENS (dont Pierre LABORIE) ONT MURI UN TRAVAIL D'HISTOIRE EN REACTION A LA DENATURATION DE LA « RESISTANCE INTERIEURE ».

La mémoire des années de guerre a considérablement évolué depuis les lendemains de la Libération avec la disparition de nombreux Français nés bien avant 1914. Pierre LABORIE explique pourquoi le film « *LE CHAGRIN ET LA PITIE* », sorti en France en 1971, a installé une nouvelle instrumentalisation du passé, et comment, **de décennie en décennie, le visage de la Résistance a été dénaturé et n'est pas sorti indemne des coups qui lui ont été portés dans les années 1990 lors des mises en cause de figures mythiques : Jean MOULIN et le couple Raymond et Lucie AUBRAC.**

La « Résistance Intérieure » est davantage attaquée que la « France Libre » organisée à Londres autour du Général DE GAULLE.

Cette dérive a suscité la réaction depuis une vingtaine d'années **d'une équipe d'historiens à laquelle Pierre LABORIE est étroitement mêlé.** Cette équipe qui s'est enrichie de nouveaux chercheurs a modifié et élargi ses approches. **Le rejet de l'occupant a été beaucoup plus important que l'on ne l'admet généralement : la Résistance a développé ses ancrages dans la société, très rapidement en zone occupée et avec un décalage dans le temps, en zone Sud.** Les « Maquis » – dont la formation a été souvent retardée par la pénurie d'armes – n'ont pu survivre matériellement et moralement qu'avec la complicité de la population et de la nuit, et le respect de disciplines de clandestinité afin de ne pas être repérés et risquer d'être anéantis. La Résistance a été une **ruche d'activités** : des femmes et même des jeunes filles – comme Renée TAILLEFER, agent de liaison en Gaillacois du groupe Vendôme – y ont joué un rôle considérable, trop longtemps sous-estimé.

Pierre LABORIE élabore de nouveaux concepts dont celui primordial de « non-consentement » (à l'occupation ennemie) : *« Vivre par force aux côtés d'un occupant et subir sa présence n'est pas l'acceptation de vivre avec lui. On peut ne pas être dans la résistance ou même ne pas s'y reconnaître, sans être pour ceux qui cherchent à la détruire. Si tout ce qui n'est pas obéissance et soumission à l'occupant n'est pas résistance, ce qui n'est pas un refus exprimé par une action de lutte n'est pas pour autant consentement, compromission ou complicité. Ainsi que Germaine TILLION le faisait remarquer, l'employé ou l'ouvrier qui devait entretenir sa famille et payer un loyer avec sa paie hebdomadaire « était ligoté sur place », mais il n'en pensait pas moins »* (p. 261)

L'expression « **non consentement** » est reprise en titre d'un article du Patriote Résistant (N° 869, novembre 2012) qui rend compte, avec Danièle BARON, du récent colloque historique de Besançon (25-27 septembre 2012). On est très loin d'une vision réductrice de la Résistance, trop longtemps confinée à la dimension militaire et héroïque de l' « armée des ombres ».

LE RECENT COLLOQUE HISTORIQUE DE BESANCON VIENT D'AMORCER LA SORTIE DE L'ENFERMEMENT DANS LE « SYNDROME DE VICHY ».

Ce colloque qui portait sur les « Comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande (1940–1945) » a restitué l'ampleur de la résistance de la société civile, au travers d'une foule d'actes ou de gestes anonymes qui font sens en France comme dans d'autres pays occupés. Le silence lui-même d'une communauté villageoise est précieux et devient le « **rempart des bouches cousues** » **qui a permis aux organisations juives de jouer un rôle considérable dans le sauvetage des Juifs** (73 % ont été sauvés dont 86 % des enfants) en raison de la complicité de la population et du dévouement de « Justes ». Et cela, malgré une persécution antisémite des plus dures en Europe si l'on en juge au fait qu'un certain nombre de Juifs ont cru trouver dans le département des Alpes-Maritimes sous domination fasciste un abri plus sûr (avant d'être mis en danger par la « République de Salo »).

Cette approche plus fine et plus nuancée de la Résistance donne une image réaliste beaucoup moins négative du comportement des Français que celle dans laquelle ils sont aujourd'hui enfermés et qui contribue à aggraver le climat délétère de crise morale.

Ce mal s'appelle le « **SYNDROME DE VICHY** » – ce « **passé qui ne passe pas** », selon l'expression d'Eric CONAN et d'Henry ROUSSO – **mais il n'est pas incurable.** L'approche quantitative qui a régné jusqu'ici enferme les Français dans trois cases : une énorme majorité amorphe, réfugiée dans l'inertie et l'opportunisme et deux petites minorités de résistants et de collaborateurs. Ce n'est probablement pas le bon prisme.

L'HISTOIRE GRACE A UNE PERSEVERANCE DANS LES ANALYSES SUR LE « SIECLE DE FER » PRECEDENT, PEUT NOUS LIBERER DU PASSE.

Ce mal ne peut être surmonté que par la finesse des analyses et donc la prise en compte intégrale d'un double traumatisme subi par la France en l'espace d'une génération : la boucherie de la Grande Guerre – matrice des dictatures modernes : stalinisme dérivé du bolchevisme, fascisme et nazisme – est suivie, une vingtaine d'années plus tard, de l'effondrement militaire du printemps 1940 et de l'exode de huit millions de Français fuyant l'armée allemande. Double traumatisme à la faveur duquel une fraction des élites a engagé de son plein gré une « Révolution Nationale » et une « collaboration » avec l'Allemagne nazie afin d'imposer des solutions autoritaires de sortie de la « Grande Dépression » liée à l'effondrement du capitalisme libéral.

Dans l'ouvrage « *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945* », l'historienne Annie REY-GOLDZEIGUER met en exergue la déclaration faite en juillet 1940 par Paul BAUDOIN, ministre des Affaires Etrangères (p. 24) : « *La Révolution que la France commence couvait depuis vingt ans. L'évolution s'est faite librement et ne vise aucunement à plaire à nos vainqueurs... Le monde d'avant 1940 est définitivement enterré* ».

Dès le 30 juin 1940, le Conseil d'Etat avait, sous l'influence du juriste de renom Joseph BARTHELEMY, ouvert la voie aux pleins pouvoirs au « *Vainqueur de Verdun* ». Formée aux pratiques discriminatoires du droit en vigueur dans l'Empire Colonial depuis l'établissement de « Codes de l'Indigénat », la Haute Magistrature conjugue sans sourciller, au travers de deux « Statuts des Juifs », droit et antisémitisme, procédant ainsi à leur anéantissement juridique !

C'est la « divine surprise » pour le chef de l'Action Française, Charles MAURRAS, pour qui « on sort du tunnel de 1789 ». La guerre idéologique qui fait rage à un degré extrême est conduite par Vichy (qui a conservé de fortes positions dans l'Empire colonial) avec une ferme détermination : par haine de la République et de la démocratie et par revanche sur le Front Populaire. Il s'agit de renverser le monde tel qu'il s'est construit en Europe depuis l'humanisme à l'époque de la Renaissance et aux Etats-Unis depuis la « Guerre d'Indépendance ». La volonté est de prendre le second rang, derrière l'Allemagne nazie, dans la construction d'une « Nouvelle Europe », fondée sur la remise en cause intégrale des valeurs héritées du mouvement européen des « Lumières ». La France n'a pas le monopole des « Lumières » : elle a été précédée dans la marche vers plus de liberté par la jeune République des Provinces Unies – dont le mouvement de libération de la tutelle espagnole a été amorcé au lendemain du désastre de l'Invincible Armada (1588-1589) – et par le Royaume-Uni – qui établit une monarchie parlementaire censitaire, munie d'une « Déclaration des Droits » lors de sa « Glorieuse Révolution » (1688-1689). L'Allemagne (avec l'Aufklärung symbolisé par le philosophe KANT) et l'Italie (avec VICO qui dénonce comme barbare la survivance de la torture) y ont apporté leur contribution, ainsi que les Etats-Unis de Thomas JEFFERSON présent à Paris à l'heure de la rédaction de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (26 août 1789).

Après avoir semé des illusions, Vichy exposé à la lourdeur des réquisitions allemandes, perd assez vite du terrain dans l'opinion jusque dans certains milieux maréchalistes qui prennent conscience de l'impasse dans laquelle le régime, arrimé à l'Allemagne nazie, entraîne le pays. Dans notre région, les rafles de familles juives entières (août 1942) sont immédiatement dénoncées dans des lettres pastorales par le Cardinal SALIEGE et l'Evêque de Montauban, Monseigneur THEAS. **Les conditions internes et externes – débarquement allié en Afrique du Nord, défaite des allemands et de leurs alliés à Stalingrad – sont réunies face à la barbarie d'un large rassemblement qui a sa traduction dans l'élaboration du programme du Conseil National de la Résistance.** Rencontre d'hommes venus d'horizons politiques et sociaux très différents, la Résistance est souvent vécue comme une expérience singulière forte des sentiments inoubliables d'un « *coude à coude fraternel* » : **la reconquête de la**

Liberté n'a pas de prix. La France a ainsi évité l'humiliation d'une administration directe par les Alliés. La « *Révolution Nationale* » grevée par la collaboration n'a jamais pu, par contre, établir les assises profondes dans le pays.

La mise en examen d'ordre historique du passé de la France, de l'Allemagne, de l'Europe – et plus largement de l'« Occident » et du monde – doit être intégralement poursuivie.

« L'histoire n'a pas pour objectif de nous enfermer dans le passé, mais de se libérer du passé ».

Pierre LABORIE

POURQUOI NOTRE ASSOCIATION A-T-ELLE ACCUEILLI LES TRAVAUX DE PIERRE LABORIE AVEC AUTANT D'INTERET ET ATTRIBUE AU COLLOQUE DE BESANCON UNE TELLE PORTEE HISTORIQUE ?

Parce qu'elle travaille dans cette même direction depuis deux grands moments de son existence :

- Premier moment d'intense émotion lors du Salon du Livre de Gaillac (octobre 1998).

La projection du film « Camp de Femmes » – commenté par les historiennes Rolande TREMPÉ et Monique LISE-COHEN – a été suivie du témoignage bouleversant d'Angelita BETTINI, ancienne internée au Récébédou, à Rieucros, à Brens et à Gurs. Elle décrit la « bataille » engagée par les femmes du camp de Brens contre les forces de l'ordre de Vichy pour empêcher la déportation de 31 juives allemandes et polonaises (26 août 1942). **Le public présent à l'abbaye Saint-Michel** – située à moins de 300 mètres de l'entrée du camp de Brens – **s'identifie à la jeune internée qu'elle était alors sous le nom d'Angelita DEL RIO** (participant, sous l'impulsion de sa culture antifasciste, à l'action de jeunes communistes – qui ont imaginé un dispositif ingénieux de lâchers de tracts, 13 Rue Alsace-Lorraine, lors de la venue du Maréchal PÉTAIN à Toulouse le 5 novembre 1940 – elle en a payé le prix).

Le public découvre aussi que nos internées transférées le 14 février 1942 depuis le camp lozérien de Rieucros (Mende) venaient, en fait, du premier camp mis en place au crépuscule de la III^{ème} République pour les « étrangers indésirables » (janvier – février 1939) – avant même les « camps du mépris » créés pour les républicains espagnols lors de la Retirada. Vichy n'est pas né seulement du traumatisme de la défaite et du spectacle de l'exode, mais aussi d'une III^{ème} République gangrenée par la xénophobie, l'antisémitisme et l'anticommunisme (les premiers internés à Rieucros sont des allemands antinazis réfugiés en France et des brigadistes de la guerre d'Espagne qui ont sculpté le rocher afin de célébrer le 150^{ème} anniversaire de la Révolution Française).

Ainsi se trouvent interrogées les politiques des temps plus actuels à l'égard de « nouveaux indésirables » – et ce n'est évidemment pas simple puisque les rapports Nord-Sud s'y trouvent, en particulier, posés, avec en arrière-plan des survivances de l'époque coloniale. L'Histoire ne fournit pas d'emblée des recettes pour l'avenir, le contexte ayant considérablement changé en sept décennies.

- Second moment mémorable avec la rencontre de l'historien Gilbert BADIA.

Dès le premier contact avec notre Association (Université Toulouse II-Le Mirail, février 2002), cet éminent spécialiste de l'histoire de l'Allemagne, a vivement discuté l'expression à la mode « DEVOIR DE MEMOIRE ». Il lui a substitué clairement l'impératif d'un « TRAVAIL D'HISTOIRE ». En effet, la mémoire apporte sa contribution au « TRAVAIL D'HISTOIRE » dans la mesure où elle est encadrée et contenue par la volonté sans faille d'un meilleur entendement du passé. Elle présente le risque d'être sélective. **Gilbert BADIA édifie le « TRAVAIL D'HISTOIRE » en juge de paix, apte à rapprocher, dans un premier temps, des points de vue divergents, voire très conflictuels afin de faire barrage à la reproduction des erreurs du passé.**

Œuvrer à la réappropriation de la vérité historique, au-dessus de toutes les mémoires particulières, de tous les manichéismes et jugements moraux, est notre boussole. Démêler les fils embrouillés de la mémoire et de l'Histoire est la pierre angulaire de **notre parti pris républicain** face à

l'instrumentalisation partisane et sentimentale du passé, à la résurgence des idéologies de haine et à la thèse du « choc des civilisations ».

Le devoir est de travailler à « **RECONNAITRE** » le passé pour ce qu'il a réellement été grâce à **une exploration aussi objective que possible, de faire avec une mise à distance des affects un PARCOURS DE RECONNAISSANCE**, cher au philosophe Paul RICOEUR. Cette démarche, éloignée de tout esprit de « repentance », est ferment de rapprochement et non de divisions entre Français et de rapports constructifs, à terme, avec les pays anciennement colonisés. Elle suppose des séminaires avec l'éclairage de savants non occidentaux susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Le « TRAVAIL DE MEMOIRE ET D'HISTOIRE » n'a toujours pas été conduit en profondeur sur ce « siècle de fer » avec ses paroxysmes de barbarie : démesure maléfique du nazisme avec son « industrie de la mort », dénaturation du « communisme » en stalinisme avec ses « camps de travail » aux fins de « rééducation » des « ennemis du peuple » (Goulag), guerres de décolonisation d'une grande cruauté (Indochine, Cameroun, Afrique du Nord, principalement l'Algérie...), génocides arménien, cambodgien et rwandais, et autres guerres et conflits (Moyen-Orient,...)

Une part de responsabilité de ce retard tient aux cloisonnements disciplinaires des sciences humaines et aux carences universitaires dans la mise en place d'une transdisciplinarité susceptible d'en augmenter le degré de scientificité. L'objectif est d'**éclairer les cheminements vers les « violences de masse » (Jacques SEMELIN), de l'« Ere des Catastrophes » (1914-1945) prolongée par les guerres de décolonisation. Et cela, afin de surmonter tous les syndromes qu'ils aient pour nom : « syndrome de Vichy » ou « syndrome de la Guerre d'Algérie ».**

LE SPECTRE D'UNE GRANDE RECESSION PLUS AMPLE QUE CELLE DE 1929 A ETE RESSUSCITE PAR LA « CRISE DES SUBPRIMES », A COMPOSANTE CRIMINELLE.

Un autre élément important lors de cette rencontre avec Gilbert BADIA a été la présence de l'exposition trilingue « De la Résistance à la Démocratie » lors de la rencontre « Résistances - Démocratie - Europe » – organisée par une jeune doctorante tarnaise, Hélène CAMARADE – réunissant des étudiants polonais, allemands et français. Cette exposition remarquable mettait en évidence la responsabilité de la « Crise de 1929 » dans l'engrenage fatal qui allait conduire, en l'espace d'une décennie, à la Seconde Guerre Mondiale. Il s'agit d'une réflexion extraordinaire d'un réfugié allemand en France, **Heinrich MANN** (frère du célèbre écrivain Thomas MANN). Voyageur infatigable, cet érudit **attribue la gravité de la crise aux Etats-Unis à l'aggravation durant les années 1920 des inégalités – amplifiées par la fièvre spéculative** – ce que cet admirateur d'HENRI IV et de la Révolution Française exprime en faisant référence à la devise républicaine :

« Des trois termes de la devise, il ne faut pas seulement mettre en pratique le premier, la liberté, mais également le second l'égalité, pour que le troisième, la fraternité, prenne tout son sens ».

Après la première globalisation capitaliste durant les trois décennies d'avant la boucherie de 1914-1918 – impérialisme colonial relancé par la course au partage du monde, guerre économique accrue par la montée des « pays neufs » dont les Etats-Unis à la dynamique impressionnante – **l'humanité vit aujourd'hui sa deuxième mondialisation, dopée par la désagrégation du bloc soviétique (1989-1991) et le ralliement de la Chine à l'économie de marché.** Un « turbocapitalisme » financiarisé mondial est en voie de remettre en cause l'hégémonie de l'« Occident », affirmée après la « percée médiévale » de l'Ouest Européen et les Grandes découvertes.

La « crise des subprimes » (2007-2008) qui a mis en péril le système monétaire international révèle une spéculation de très haute intensité et comporte même une importante dimension criminelle qui ne peut plus être ignorée à la suite des productions de l'historien Jacques DE SAINT VICTOR (*UN POUVOIR INVISIBLE, Les mafias et la société démocratique, XIXème-XXIème siècles, Gallimard, 2012*) et du criminologue, Jean-François GAYRAUD, commissaire divisionnaire de la Police Nationale (*LA GRANDE FRAUDE, Crime, Subprimes et crises financières, Ed. O. Jacob, 2011*).

Le risque d'un deuxième effondrement du capitalisme, après l'implosion du système soviétique, n'est plus à écarter, vu l'**aveuglement persistant à user et à abuser du mot de « totalitarisme » pour renvoyer dos à dos nazisme (durée de pouvoir : 12 ans) et communisme (sous trois formes : bolchevique, stalinienne et néostalinienne ; durée : 72 ans)**. Cette grille dominante de lecture de l'Histoire du XXème siècle exonère le capitalisme libéral de toute responsabilité dans les drames du siècle. **Comme blanchi, le nouveau libéralisme prétend faire table rase du passé et tracer sur le mode du « Reich millénaire » le destin de l'humanité en martelant, face à ses adversaires la formule thatchérienne - « Il n'y pas d'autre alternative » (1980) - qui avait donné l'impulsion à la modernisation, quels qu'en soient les coûts sociaux, de la « Révolution Conservatrice ».**

L'ancien Président de la République, Jacques CHIRAC, a eu le mérite de reconnaître en 1995 la « complicité de crime contre l'humanité » du régime de Vichy – bien avant que la Roumanie fasse la même démarche à propos de sa propre Shoah (2004). Il s'est, cependant, glissé dans cette reconnaissance un vice de forme en déclarant que la « France a créé l'irréparable ». Mais les historiens ne reconnaissent pas une « culpabilité collective ». Quels non-dits se cachent derrière cette culpabilité que tous les Français devraient endosser ? Autre légèreté qui mérite d'être surmontée par un travail de « creusement » du passé pour une plus grande intelligibilité du présent.

Enjeu scientifique, l'Histoire est aussi un enjeu civique grâce à sa puissance d'analyse qui pourrait éclairer le monde politique et les citoyens mais ceux-ci sont pris dans une « démocratie d'opinion » largement façonnée par les médias, c'est-à-dire dans un climat empoisonné.

« L'INCOMPREHENSION DU PRESENT NAIT FATALEMENT DE L'IGNORANCE DU PASSE » (Marc BLOCH)

Pierre LABORIE fait le constat accablant d'un véritable naufrage de l'Histoire devant les idées reçues : « *Il n'y a pas d'histoire quand on ne cherche plus à comprendre, mais seulement à juger et à stigmatiser* » (p. 42) et **d'une impuissance des historiens face à la puissance des médias qui « fabriquent l'air du temps ».** « *Les historiens parlent dans le désert* » dans l'incapacité de faire « *face à cette propension irrésistible à l'anachronisme de pensée* » (p. 55). Des bornes sont dépassées – saccage des repères, violence symbolique (monde privé de sens) - quand « *Le passé [est] convoqué avec légèreté pour être instrumentalisé aux seules fins de stratégies partisans* » (p. 38).

Auteur du « CAPITALISME DE LA SEDUCTION » – où il analyse les nouvelles formes d'asservissement et de perversion engendrées par le modèle occidental consumériste –, le philosophe gaillacois **Michel CLOUSCARD (1928-2009) parle, lui, de « pourrissement de l'histoire ».**

Seule une lucidité intellectuelle acquise grâce à une analyse fouillée du présent comme du passé peut éviter de reproduire grossièrement les mêmes erreurs. Le « TRAVAIL DE MEMOIRE ET D'HISTOIRE » est un enjeu civique de premier ordre en tant qu'élément indispensable pour la formation d'une citoyenneté à la hauteur des enjeux du temps présent où le mode de développement actuel apparaît insoutenable. Le patrimoine de valeurs héritées des « Lumières » est, à nouveau, menacé.

Nous avons compris, avec l'historien Gilbert BADIA, que le « TRAVAIL D'HISTOIRE » était le pivot d'une reviviscence de la démocratie, l'une des parades face aux risques d'un nouveau totalitarisme – dont l'analyse reste à faire – et qu'il constituait un préalable à un engagement lucide d'inventivité démocratique de notre avenir. Nous lançons un appel à la communauté historienne pour qu'elle surmonte ses divisions et constitue un pôle déterminant de lanceur d'alerte, enfin écouté... et aussi à la mobilisation de tous les citoyens attachés au renouveau de la République et de la démocratie.

« Le courage, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant ». (Jean JAURES)